



FRONT Des professionnels s'inquiètent des coupes dans le budget des théâtres et centres d'art.

Un SOS contre «l'effritement» culturel

Une instruction à charge. Ainsi pourrait-on résumer la succession d'interventions de comédiens, metteurs en scène et directeurs d'institutions culturelles réunis mercredi soir à l'appel du Syndeac (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles) au théâtre national de la Colline, à Paris, pour interpeller le gouvernement et l'appeler au maintien du réseau culturel français, dont ils ont constaté «l'effritement déjà visible».

«Il ne faudrait pas que la gauche soit responsable des difficultés des compagnies et centres d'art», a attaqué Laure Adler, ex-directrice de France Culture, devant un public de plusieurs centaines de spectateurs. «Une sorte de réarmement idéologique est en marche», a poursuivi le comédien Hervé Pierre, lisant un texte coécrit par le metteur en scène Stanislas Nordey, Emmanuelle Béart et Denis Podalydès. «La faucheuse est en place», a enchaîné Jean-Paul Angot, directeur du MC2, la maison de la culture de Grenoble. En

cause, les coupes budgétaires menaçant de nombreuses manifestations et institutions culturelles, mais aussi le très inquiétant virage «populaire» amorcé dans de certaines mairies depuis les dernières élections municipales. Xavier Corci, du Forum de Blanc-Mesnil, a notamment pris la parole pour décrire comment la nouvelle équipe municipale en place, usant d'arguments contre «l'élitisme», a déconventionné le lieu qu'il dirige.

L'appel du Syndeac, diffusé dans la journée, évoquait les dangers menaçant «les équipes artistiques, les lieux de création et de représentation, les théâtres, les centres d'art... » Et force est de constater que, cinq mois après la promesse faite par Manuel Valls de «garantir le budget de la culture pour les trois années à venir», le gel récent de 8% des crédits d'intervention du ministère de la Culture, et la baisse des dotations aux collectivités locales, ont fragilisé nombre d'institutions culturelles. En plus de l'hécatombe récente dans les centres d'art (fer-

meture annoncée du Wharf à Hérouville-Saint-Clair et des Eglises à Chelles, disparition probable du CAC de Brétigny-sur-Orge), les orchestres des Musiciens du Louvre à Grenoble et des Arts florissants à Caen ont vu remise en cause la convention qui les liait à la ville. Et si le dégel des subventions n'est pas accordé au Festival d'Avignon, comme l'an dernier, il aurait à souffrir d'une baisse de 300 000 euros dans son budget.

Prise à partie dans une lettre ouverte lue à la Colline, la ministre de la Culture, Fleur Pellerin, a aussitôt réagi sur Twitter : «Je comprends l'inquiétude des acteurs culturels rassemblés à la Colline, a-t-elle écrit. La priorité donnée à la culture est toujours un choix politique. C'est le choix qu'a fait le gouvernement en préservant le budget de la culture pour les trois ans à venir. [...] L'Etat n'abandonne pas la culture. Je soutiens toutes les collectivités locales qui font aussi ce choix ambitieux.»

**ELISABETH
FRANCK-DUMAS
et CLÉMENT GHYS**